

Baromètre des Territoires 2021

UNE FRANCE CONVALESCENTE, UNE FRANCE DU « PROCHE »

Analyse de la région Ile-de-France

Bernard SANANES, Président ELABE

Laurence BEDEAU, Associée ELABE

Vincent THIBAUT, Chef de groupe ELABE

EMBARGO MARDI 16 NOVEMBRE 4H30

Toute publication totale ou partielle des résultats de l'étude doit faire apparaître la mention suivante :

Baromètre des Territoires publié par Elabe et l'Institut Montaigne avec la SNCF

Fiche technique

Parmi les 10.052 personnes qui ont répondu à l'enquête du Baromètre des Territoires, 1.214 vivent en Ile-de-France. Ces 1.214 personnes constituent un échantillon représentatif de la population de la région constitué à partir de quotas sur les variables de genre, d'âge, de catégorie socio-professionnelle et de taille d'agglomération.

*Note de lecture : le chiffre entre parenthèses indique le décalage de la région par rapport à la moyenne nationale. Par exemple **61% (-5)** considèrent vivre dans un endroit qui va bien signifie que 61% des habitants de la région Ile-de-France considèrent vivre dans un endroit qui va bien et que ce chiffre est inférieur de 5 points par rapport à la moyenne nationale qui est de 66%.*

Quand l'évolution est mesurée par rapport à la première édition du Baromètre, il est explicitement précisé : +x%/décembre 2018.

L'Île-de-France, un territoire attractif où il ne fait pas toujours bon vivre

Un choix de raison qui s'accompagne d'une qualité de vie moyenne et de projets de départ

- Les habitants d'Île-de-France se déclarent majoritairement heureux : 78% (+3/décembre 2018), 37% déclarent être « *très heureux* » (+6/décembre 2018)
- C'est la région de France où s'exprime le plus de lassitude (44%, +3). Les habitants ressentent de la nostalgie (40%, =), mais confiance (33%, =) et sérénité (32%, -1) décrivent aussi leur état d'esprit. Plus d'un cinquième exprime de la colère (22%, -2)
- Le niveau de satisfaction à l'égard du lieu de vie est le plus faible, toutes régions confondues : seuls 58% (-8 ; -2/décembre 2018) estiment que leur commune/leur quartier est un endroit où il fait « *bon vivre* »
- Logiquement, le lien avec la région y est plus ténu qu'ailleurs : 44% (-13 ; dernière région) sont attachés à leur région, et 49% (-5 ; dernière région) à leur ville
- Ce sont les opportunités professionnelles qui ont guidé leur choix : 41% (+6) s'y sont installés pour y travailler, alors que seuls 19% avaient envie d'y vivre (-4). 55% (+17) quitteraient volontiers leur région dont 19% « *certainement* », faisant toujours de l'Île-de-France la 1^{ère} région de France dont on voudrait partir
- 29% (+10) des franciliens ont envie de déménager. Parmi ceux qui l'envisagent depuis la crise Covid, 72% ont un projet réalisable à moyen terme : le cadre de vie (54%, +3), le prix de l'immobilier (33%, -1), le fait de se sentir en sécurité (29%, +3), la proximité de la nature et de la campagne (29%, -8) seraient les critères de choix de leur nouveau lieu de vie
- Ils sont optimistes pour leur avenir personnel (59%, +2 dont 11% « *très optimistes* », +2) et le sont davantage que lors de la vague précédente du Baromètre (+10/décembre 2018)
- Plus qu'ailleurs, ils ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent 61% (+2 ; 2^{ème} région)
- 7 sur 10 sont satisfaits de l'équilibre entre leur vie personnelle, professionnelle et familiale
- Ils apprécient leur lieu de vie parce qu'il est bien desservi en transports (53%, +33), équipements publics (47%, +18) et commerces (38%, +14), faisant de l'Île-de-France la 1^{ère} région sur ces trois items
- Le sentiment de sécurité dans son quartier est en revanche le plus faible de France (57%, -8), un quartier qui a mauvaise réputation pour un habitant sur 5 (20%, +8)
- La qualité des logements est mise en cause : 19% estiment que les logements y sont en très mauvais état (+5)

Une région plus cosmopolite où la diversité et le quant-à-soi sont sources de tensions

- Si l'offre de services publics est citée comme facteur d'attractivité, la confiance dans les services publics locaux est plus réduite qu'ailleurs : 58% font confiance à l'établissement scolaire de leur secteur (-4), la poste (61%, -4), la CNAM (49%, -4), ou la mairie (63%, -3)
- Un capital confiance également fragile à l'égard du voisinage et des élus locaux : seuls 46% font confiance aux gens qui habitent autour d'eux (-7), ou à leur maire (36%, -9)

- Les solidarités y sont peu développées : seul un tiers des habitants de la région (33%, -4), estime qu'« il y a de l'entraide et de la fraternité entre les gens ». 49% vivent à côté de leurs voisins sans vraiment les connaître (+7), et plus d'un tiers (34%, +5) considèrent que les gens se méfient les uns des autres
- Plus affirmée, la diversité religieuse et culturelle peut être source de tensions : seuls 30% des franciliens estiment que leurs voisins leur ressemblent un peu (-7). 28% perçoivent la présence de communautés religieuses qui forment des groupes très fermés (+9), et 30% affirment : « il y a trop d'immigrés là où je vis » (+9)

Un dynamisme économique régional renforcé, appuyé sur la qualité d'infrastructures et de services

- Selon les franciliens, les défauts majeurs de leur région sont les habitants eux-mêmes (38%, +10), le climat (38%, +10), et la situation environnementale (37%, +16). C'est en Ile-de-France que le critère environnemental est le plus cité
- Comme ailleurs en France, la reprise économique est significativement perçue. Les franciliens soulignent le dynamisme régional en matière de création d'entreprises : 31% font le constat qu'il y a de plus en plus d'entreprises qui se créent (+4 ; +5/décembre 2018) et que la reprise des commerces est aisée (39%, +11). Mais pour 39% (-2), il reste difficile de trouver un emploi, c'est toutefois 9 points de moins qu'en 2018
- Le leadership de la région-capitale est réaffirmé, avec une bonne couverture internet (72%, +10), un accès aisé à l'éducation et à la formation (71%, +4), à la culture (79%, +5) et aux divertissements (78% +4). L'accès aux soins est bon (84%, +2) dans cette région où l'on peut se déplacer (88%, +6), faire ses courses alimentaires (92%, +3) et ses démarches administratives (86%, +3) facilement

La préoccupation sécuritaire devance le pouvoir d'achat

Une pression moindre à l'égard du pouvoir d'achat mais des crispations sécuritaires

- Si la situation dans la région, comme au niveau national, montre des signes d'amélioration, le pouvoir d'achat demeure, derrière la santé (35%, -2), une préoccupation importante (24%). Mais c'est en Ile-de-France que la préoccupation financière est la moins forte (-7 ; -10/décembre 2018). Les inquiétudes en matière d'insécurité (33%, +5 ; +13/décembre 2018) y sont en revanche plus aigües qu'ailleurs
- 70% (+6) des franciliens bouclent leurs fins de mois sans se restreindre et voient même la pression sur leur budget diminuer depuis la précédente vague (+14/décembre 2018). Parmi eux 27% mettent de l'argent de côté (+2). 30% doivent se restreindre en fin de mois (-6)
- Si les frais de transports et de téléphonie mobile ne présentent pas de difficultés de paiement pour les habitants de la région (respectivement 63% et 72% n'ont jamais de difficultés pour régler ces dépenses), c'est en Ile-de-France que le coût du logement impacte le plus fortement le budget des habitants : 25% rencontrent des difficultés à s'acquitter de leur crédit immobilier ou de leur loyer (+5 ; -6/décembre 2018) et 27% ont du mal à payer leurs impôts (+4)

- Au cours des 12 derniers mois, c'est en Ile-de-France que la situation financière du foyer s'est le plus améliorée (21%, +3), même si, pour la majorité des franciliens, elle est restée sensiblement la même (54%, =). 30% sont régulièrement à découvert. Alors que 54% avaient renoncé à des soins pour des raisons financières il y a trois ans, seuls 39% (+1) se sont résignés à ce choix en 2021

Comme au niveau national, le contrat social reste fragile mais la crise sanitaire a entraîné une relative décrispation

- Les habitants de la région sont aujourd'hui partagés sur la question de savoir si la réussite sociale est jouée d'avance (56% ; -10/décembre 2018) ou si les gens ont les mêmes chances de réussir quelles que soient leurs origines (44% ; +10/ décembre 2018), mais ils sont légèrement plus optimistes que la moyenne nationale et que lors de la vague précédente
- Si les deux tiers des franciliens jugent, conformément à la moyenne nationale, que nous vivons dans une société plutôt injuste (66%, -2), c'est 10 points de moins qu'en décembre 2018, au moment du mouvement des « Gilets Jaunes » qui avait fortement marqué la région
- Le pacte fiscal est même légèrement renforcé, et le consentement à l'impôt y est plus élevé qu'ailleurs : 64% (+5) estiment qu'il est utile de payer des impôts et taxes, en hausse de 4 points par rapport à décembre 2018
- Les franciliens seraient prêts à payer plus d'impôts si cela se traduisait, notamment, par un renforcement des effectifs de police dans la région (27% ; +8/décembre 2018) et par un gain d'efficacité du système judiciaire (23% ; +5/décembre 2018)
- En matière d'écologie, les habitants de la première région française sont les plus sensibles à la compensation des efforts par des avantages (46%, +4) mais aussi les plus ouverts à des changements radicaux dans leur mode de vie (34%, +4)

Partageant avec le reste du pays le constat d'une nation désunie, les franciliens appellent à une société du respect

Comme l'ensemble des Français, ils font le constat d'une société française qui peine à se parler

- 64% (-1) considèrent que ce qui divise les Français est plus fort que ce qui les rassemble
- 65% (-2) estiment que les gens n'arrivent pas à débattre entre eux quand ils ne sont pas du même avis, au même titre que les personnalités que l'on voit dans les médias (63%, -6) ou les politiques (70%, -4), mais ils sont moins pessimistes qu'ailleurs sur la qualité du débat public

Le respect, valeur cardinale de la société de demain

- Le respect est la valeur la plus partagée pour construire la société de demain (8.6/10, -0.2). Elle est suivie de l'honnêteté (8.5/10, -0.1), la sécurité (8.4/10, -0.1), la justice (8.4/10, -0.1), la liberté (8.3/10, -0.1) et la sincérité (8.2/10, -0.1)
- Attachés au respect, les franciliens sont marqués par les incivilités : ils se déclarent particulièrement choqués face à un homme qui aborde une femme et insiste malgré ses refus répétés (87%, =), par

une personne qui prend le volant en état d'ébriété (84%, =), par une personne qui jette un déchet dans la rue (71%, -3), ou par une personne qui crache par terre (62%, +3). Ils sont plus tolérants qu'ailleurs sur la fraude dans les transports en commun (seuls 44% seraient choqués par une personne qui utiliserait les transports en commun sans titre de transport, -3)

Environnement : un diagnostic d'urgence largement partagé, mais les incertitudes sur le chemin à emprunter restent fortes

Le constat de l'urgence climatique est largement partagé

- Une unanimité se dégage pour estimer que les pollutions et le dérèglement climatique entraînent des conséquences sur notre santé et notre qualité de vie (86%, -1, dont 44% sont « *tout à fait d'accord* »)
- 59% (-3) pensent que le modèle économique actuel n'est pas compatible avec la protection de l'environnement
- 74% (=) estiment que nous sommes dans l'obligation de changer nos habitudes, et d'adopter un mode de vie plus sobre en réduisant notre consommation
- 82% (-1) estiment que faire attention à l'environnement, c'est aussi l'opportunité de créer des emplois et de nouveaux métiers

Mais les habitants se heurtent aux contraintes et se divisent sur les solutions

- 78% (-2) aimeraient en faire plus pour l'environnement mais sont parfois freinés faute de moyens financiers (par exemple mobilité propre, rénovation énergétique du logement, ...)
- 71% (=) trouvent parfois compliqué de savoir ce qu'il faut faire pour protéger l'environnement
- Les franciliens sont toutefois plus confiants que les habitants des autres régions dans l'aptitude du progrès technique à permettre que la terre demeure vivable 60% (+3)

Et aussi :

68% (+4) sont favorables au pass sanitaire

32% (=) se sont fait vacciner par contrainte

Seuls 12% (-7) n'ont pas une connexion internet rapide et fiable (- 8/décembre 2018)

53% (+14) des actifs ont un métier « télétravaillable », ce qui place l'Ile-de-France en tête

40% (+11) se disent capables de lire et parler anglais, un atout qui distingue également la région

Plus d'une heure (63 minutes) : c'est la durée moyenne passée quotidiennement par les habitants de la région dans les transports pour aller travailler

9% ont participé au cours des douze derniers mois aux activités d'une association sportive, 8% à celles d'une association culturelle ou de loisirs

Typologie

Cette enquête d'ampleur permet de saisir **les deux grandes dimensions sous-jacentes qui structurent les opinions, les parcours de vie, la vie quotidienne des habitants de notre pays : situation financière et rapport à son territoire**

Le Baromètre des Territoires révèle quatre grands groupes de Français :

- Les « Affranchis »
- Les « Enracinés »
- Les « Sur le fil »
- Les « Assignés »

L'Ile-de-France se distingue par la proportion nationale la plus élevée d'« Affranchis » (27%, +7) bien que le groupe évolue à l'image de l'ensemble des régions (-1%) par rapport à décembre 2018

Les « Affranchis » sont maîtres de leur destin et peuvent franchir les obstacles et difficultés de la vie sans peine. Ils disposent d'un capital économique et culturel élevé, ils évoluent avec aisance dans le monde actuel, s'adaptent facilement aux changements. Ils se sentent bien là où ils habitent, mais leur ancrage territorial est faible : leur territoire de vie, c'est avant tout celui qui leur permettra de saisir les opportunités et d'être « là où il faut ». Ce groupe est relativement jeune et près de 6 sur 10 vivent dans une grande agglomération de + de 100.000 habitants. Les cadres y sont sur-représentés. Politiquement, ils ont très largement voté pour Emmanuel Macron en 2017

Plus nombreux que sur le reste du territoire (27%, +2), les « Sur le fil » sont en baisse depuis décembre 2018 (-7) comme dans toutes les autres régions

Les « Sur le fil » ont une vie parsemée d'embûches et peinent à s'affranchir de leur situation socioéconomique et des inégalités territoriales. Pour autant, leur situation n'est pas figée, et ne relève pas du même niveau de difficultés que les « Assignés ». Ce groupe est assez jeune, composé majoritairement de femmes, de locataires. Les ouvriers et employés y sont sur-représentés. Politiquement, ils sont éloignés de la politique

Comme sur le reste du territoire, le groupe des « Assignés » (25%, +1) reste stable par rapport à 2018

Les « Assignés » sont asphyxiés au quotidien par les difficultés, notamment financières. Elles sont des embûches continues qui entravent la maîtrise de son destin et empêchent de « sortir la tête de l'eau ». Leur territoire de vie est le lieu d'amoncellement des difficultés : manque de dynamisme économique, lien social détérioré, sentiment d'insécurité, cadre de vie dégradé, ... Leur capital socio-économique ne leur permet pas d'imaginer se déplacer vers des horizons meilleurs, ils sont « assignés à résidence ». Ce groupe est majoritairement composé d'actifs entre 35 et 64 ans, plus souvent

locataires et vivant seuls. C'est le groupe qui se reconnaît le plus dans le mouvement des « gilets jaunes ». Politiquement, ils ont davantage voté pour Marine Le Pen en 2017

Suivant la tendance nationale, le chiffre des « Enracinés » (21%, -10) est en hausse de 8 points par rapport à décembre 2018, mais « les Enracinés » sont beaucoup moins présents en Ile-de-France que dans les autres régions (31% en moyenne)

Les « Enracinés » mènent une vie qui leur convient, leur situation personnelle leur permet d'aborder l'avenir avec une relative sérénité. Pour eux, le lieu de vie tient une place majeure dans leur bien-être. Leur quartier, leur commune, c'est leur cocon. Ils y vivent depuis longtemps ou ont enfin réussi à s'y installer. Bien là où ils sont, leur bonheur ne passe pas par des rêves d'ailleurs mais bien par le « bon vivre » de leur territoire de vie. Ce groupe est le plus âgé et près de la moitié vit dans une commune rurale ou une petite agglomération de moins de 20.000 habitants. Ce sont des électeurs assidus, qui ont avant tout voté pour François Fillon puis pour Emmanuel Macron en 2017